

2 Politique

Polémique sur une supposée livraison d'armes au Gabon

Une fausse affaire !

J. O.

Libreville/Gabon

Selon des sources bien informées, c'est le ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, qui a saisi son collègue des Transports, Ernest Mpouho pour des facilités de survol et d'atterrissage d'un avion Antonov transportant du matériel militaire destiné aux Forces gabonaises affectées en République centrafricaine dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA). Toute chose obéissant, à en croire les autorités gabonaises, aux recommandations de l'Onu.

DEPUIS quelque temps, une polémique fait rage au sujet d'une supposée livraison d'armes au Gabon. Pourtant de sources sûres, il n'en est rien. Le ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, a adressé un courrier, conformément à la législation en vigueur au Gabon, à son collègue des Transports, Ernest Mpouho, pour faciliter le survol et l'atterrissage d'un avion Antonov transportant du matériel militaire destiné



Photo : M.A.M

Contingent gabonais de la MINUSCA.

aux militaires gabonais affectés en République centrafricaine dans le cadre la Mission multidimensionnelle intégrée stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA). Ces équipements sont constitués de camions citernes, de casques, de gilets, de chasubles, de lunettes, de treillis, munitions, armes, groupes électrogènes, toiles de tente et autres. Selon les mêmes sources, dès réception, ces matériels sont progressivement convoyés à Bangui, la capitale centrafricaine. C'est dans cette optique

qu'un pont aérien avait déjà été organisé entre le 15 et 30 décembre 2015, avec l'aide des avions de type C17 de l'armée américaine. De même qu'un autre envoi, largement médiatisé, cette fois, s'est fait du 12 au 19 avril 2016, par convoi terrestre en transitant par le Cameroun.

En outre, le Gabon continue de recevoir du matériel militaire pour son contingent de Bangui. «Il en est ainsi des dix-huit véhicules tactiques actuellement parqués et visibles au camp Ntchorere de Baraka», indique une source militaire sous

couvert d'anonymat. Avant de préciser que le 22 mars dernier, l'Organisation des Nations unies (Onu) a diligencé une enquête visant à évaluer la mise aux normes du bataillon gabonais en RCA. Une enquête a laissé apparaître quelques insatisfactions d'ordre logistique. Dans ce sens, la prochaine inspection de l'Onu étant prévue, le 10 mai de cette année, les responsables du ministère de la Défense ont décidé d'accélérer le processus de livraison du matériel restant. Celui-ci a effectivement été livré, le 6 avril dernier, par

un avion de type Antonov 12 ACAS II, EGPWS MTOW 61 T de la compagnie Ukraine Air Alliance Airline.

A noter que le bataillon gabonais de Bangui est composé d'éléments issus des rangs de la gendarmerie nationale, des Forces armées gabonaises et de la Garde républicaine. Si les deux premières entités ont la responsabilité de la mise à disposition des personnels, la fourniture du matériel militaire relève de la Garde républicaine. Le ministère de la Défense nationale a d'ailleurs quali-

fié cette sordide campagne d'antipatriotique. Il faut rappeler que l'article 51 de la charte des Nations unies reconnaît «le droit naturel de légitime défense individuelle ou collective» de ses États membres. Ce qui sous-tend que ces derniers ont l'obligation de se doter des moyens militaires pour assurer leur défense. «La polémique actuelle est donc inopportune eu égard à la neutralité et à la loyauté des forces de défense vis-à-vis des institutions républicaines», conclue-t-on du côté dudit ministère.



Photo : DR

Vue du matériel militaire, en attendant d'être acheminé à Bangui en Centrafrique.

Présidentielle 2016/Tension politique nationale

La CRESCABO appelle à l'apaisement et à la retenue

M.A.M

Libreville/Gabon

LE regroupement de quinze partis politiques de l'opposition, dénommé Convention républicaine de soutien à la candidature d'Ali Bongo Ondimba (Crescabo) s'est réuni avant-hier pour exprimer son point de vue sur la situation socio-politique de l'heure.

Selon ces derniers, plusieurs signes «inquiétants» apparaissent depuis un certain temps, aux antipodes des valeurs cardinales de paix et de dialogue qui ont toujours caractérisé le vivre ensemble du peuple gabonais. Aussi, cette structure s'indigne quant à l'attitude des ac-



Photo : DR

Les responsables des quinze partis de l'opposition soutenant la candidature d'Ali Bongo...

teurs politiques, tous bords confondus. Les membres de la "Crescabo" se disent d'autant plus surpris, que les personnalités responsables du climat de tension actuel, sont les mêmes qui ont toujours œuvré pour la

sauvegarde de ces valeurs citées plus haut.

Ils en appellent donc à l'esprit patriotique des uns et des autres. «(...) à cinq mois de l'élection présidentielle, il serait souhaitable que les acteurs politiques, candi-



Photo : DR

... lors de leur déclaration sur le climat politique actuel.

dats déclarés ou non, s'illustreront en bon démocrates en ne mettant en avant que leur vision pour le Gabon dans une rhétorique constructive et non incendiaire», ont-ils souhaité. Par ailleurs, la Crescabo n'a

pas manqué de revenir sur l'interview que Robert Bourgi a accordée à la chaîne de télévision française "France 24". Sur ce point, ses représentants ont laissé entendre que «le mercenaire mercantile de la

parole, apôtre de la division et des conflits en Afrique, s'est illustré par des propos et des comportements déviationnistes aux conséquences incalculables». Au regard de cet état de chose, ledit regroupement a condamné l'attitude de l'interviewé, non sans indiquer qu'il s'agit là d'une ingérence dans les affaires du Gabon.

En clair, la Crescabo a réaffirmé sa position : en tant qu'opposition responsable, a-t-elle mentionné, elle «ne saurait adhérer à la politique du «béni non non» et donc à la négation des valeurs positives par une certaine opposition dite radicale». En outre, un appel a été lancé à l'endroit du peuple pour faire preuve de vigilance et de retenue.

Communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale

LE ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale relève avec le plus grand étonnement que, durant ces derniers mois, une certaine presse à l'étranger s'emploie activement à nourrir des rumeurs calomnieuses, tendant à crédibiliser l'idée que le Gabon œuvrerait à déstabiliser la République du Congo, en apportant divers appuis et soutiens à certains acteurs ou partis politiques se réclamant de l'opposition.

Le ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale rejette avec véhémence toute

accusation de nature à associer le Gabon aux faits incriminés. Il s'interroge de ce fait sur le lien de cause à effet susceptible d'exister entre ces rumeurs et les incidents déplorables enregistrés ces derniers jours et qui auraient pu causer des profonds désagréments entre ces deux pays frères et amis.

Le Gabon condamne, avec la dernière énergie, cette manœuvre, dont l'objectif enouvé est de porter atteinte à l'excellence des relations d'amitié qu'il a toujours entretenues avec le Congo. Il met en garde tous ceux qui s'activent à faire

prosperer ce complot et se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires contre les principaux instigateurs.

Le ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale renouvelle l'attachement des plus hautes autorités gabonaises au respect des conventions qui régissent les relations diplomatiques, notamment les principes de bon voisinage et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, et tient à réaffirmer leur disposition à toujours privilégier le dialogue dans la re-

cherche des solutions aux différends et incompréhensions auxquels elles sont confrontées.

Le Gabon restera toujours soucieux d'entretenir, avec chacun des États voisins, et particulièrement avec la République du Congo, des relations cordiales, fraternelles, d'amitié et de coopération, mutuellement bénéfiques et garantissant l'harmonie nécessaire à l'intégration sous régionale.

Fait à Libreville, le 09 avril 2016.